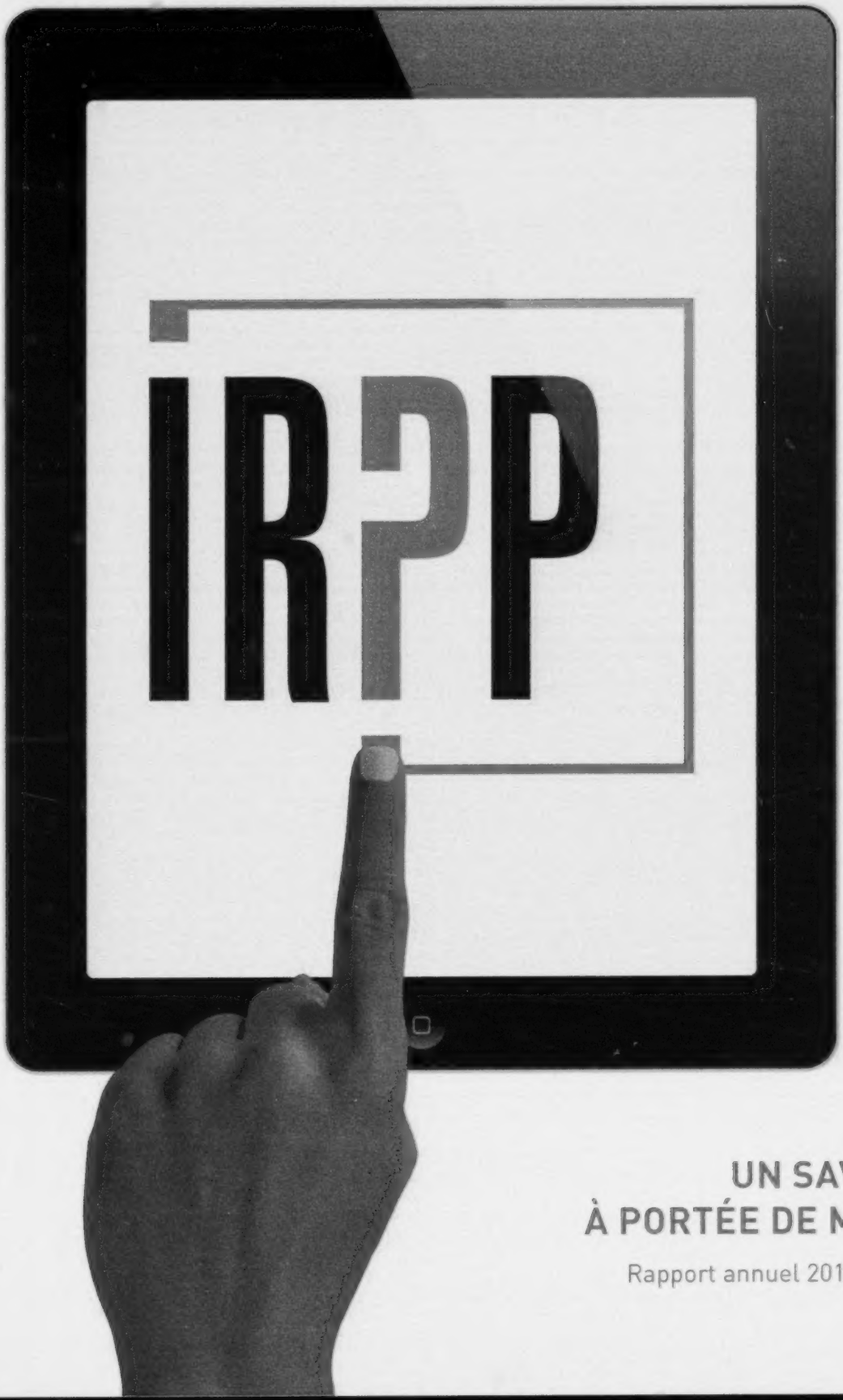
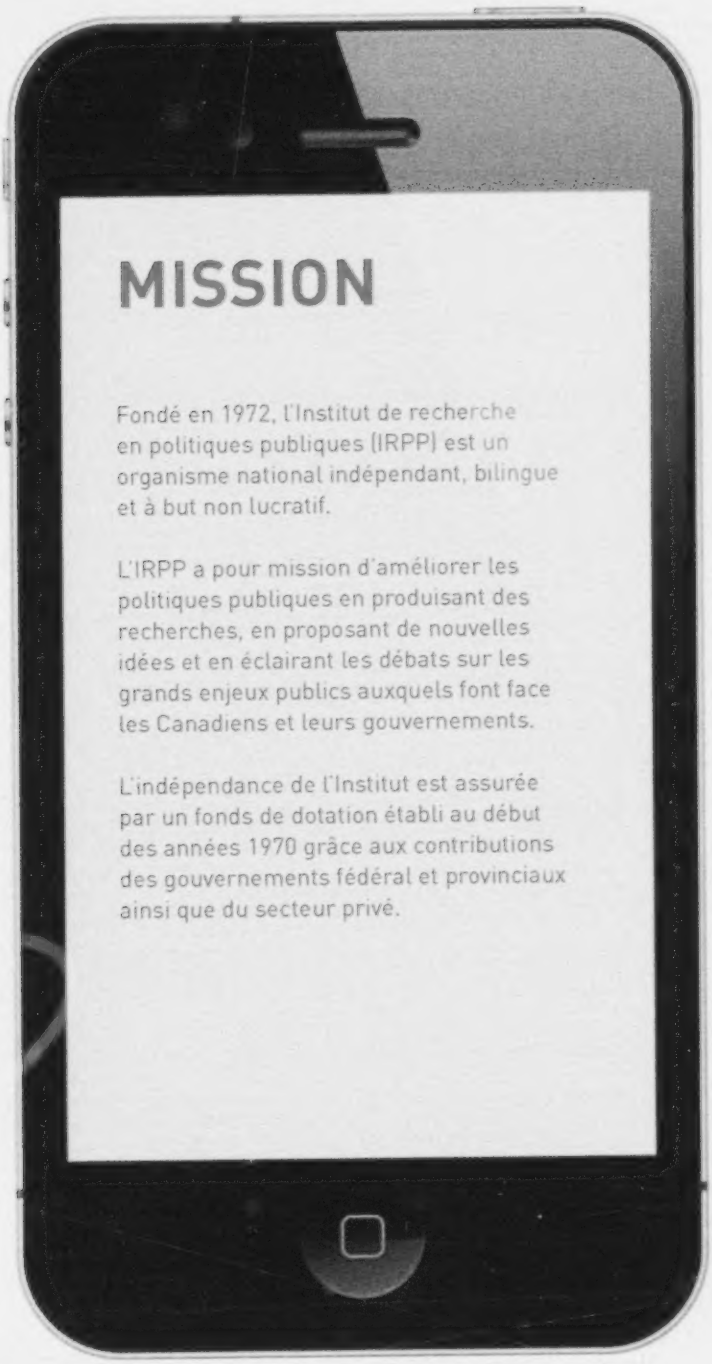


UN SAVOIR À PORTÉE DE MAIN

Rapport annuel 2015-2016

IRPP

INSTITUT DE RECHERCHE
EN POLITIQUES PUBLIQUES



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : Graham Scott, Toronto
Vice-présidente : Anne McLellan, Edmonton

Françoise Bertrand, Montréal
David N. Biette, Washington, D.C.
Kim Brooks, Halifax
Ian D. Clark, Toronto
Michael Decter, Toronto
Alain Dubuc, Montréal
Mary Lou Finlay, Toronto
Jock Finlayson, Vancouver
Graham Fox (président de l'IRPP), Montréal
Lea Hansen, Toronto
Peter Harder, Ottawa (jusqu'en mars 2016)
George E. Lafond, Victoria
Paul M. Tellier, Montréal

FAITS SAILLANTS

de l'exercice terminé le 31 mars 2016 (en milliers de dollars)

	2016	2015	2015
Budget de fonctionnement	2 410	2 258	2 268
Charges	2 283	2 258	2 341
Excédent du budget de fonctionnement sur les charges	127	0	(73)

RAYONNEMENT 2015-2016

35
PUBLICATIONS

16
ÉVÉNEMENTS

179
ARTICLES D'*OPTIONS POLITIQUES*

MENTIONS DANS LES MÉDIAS

Reportages	Textes d'opinion
1 045 ⬆48 %	14 ⬆133 %

ACTIVITÉ EN LIGNE

Pages vues	Utilisateurs	Téléchargements
763 891 ⬆57 %	325 581 ⬆46 %	21 366 ⬆24 %

INTERVENTIONS DES EXPERTS DE L'IRPP

8 Présentations publiques

2 Consultations d'intervenants

6 Activités parlementaires

IRPP

RÉSEAUX SOCIAUX

Abonnés Twitter

5 975

↑73 %

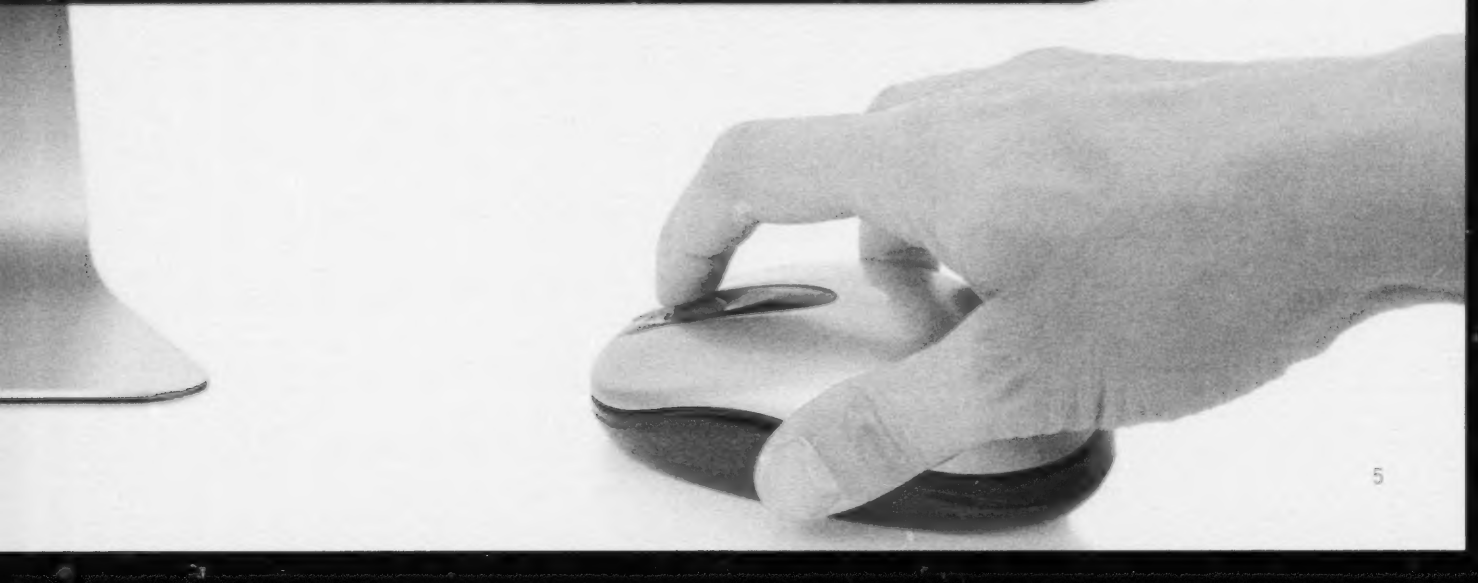
« J'aime » sur Facebook

676

↑68 %

RÉFÉRENCES AUX RECHERCHES

Articles de revues spécialisées	132
Rapports politiques (d'autres *think tanks*)	13
Publications fédérales	10



MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

GRAHAM SCOTT

Sous le signe d'une recherche innovante et d'événements stimulants organisés d'un bout à l'autre du pays, l'IRPP a connu une autre excellente année, qui lui a permis d'étendre ses réseaux et d'enrichir sa réflexion sur les grands enjeux de politiques actuels et émergents. Grâce à la mobilisation de sa talentueuse équipe, l'Institut vient en fait de connaître sa plus intense année d'activité en plus d'une décennie. Au nom du Conseil, j'aimerais remercier tout notre personnel de son dévouement et de son engagement à l'égard de notre mission.

Au sein du Conseil, Jock Finlayson et Lea Hansen ont accepté de remplir un deuxième mandat de quatre ans. Mme Hansen présidera le Comité des placements, et Ian Clark, le Comité des finances et de la vérification. En mars 2016, Peter Harder a démissionné à mi-mandat après avoir été nommé représentant du gouvernement au Sénat. Soulignons aussi le départ de Paul Tellier, qui présidait le Comité des finances et de la vérification, au terme d'un second mandat de quatre ans. Au nom du Conseil, je remercie MM. Harder et Tellier de leur inestimable contribution à l'Institut.

Nous remercions également le cabinet Raymond Chabot Grant Thornton de la qualité de ses services ; il effectuera cette année son dixième et dernier audit pour l'Institut. Nous collaborerons désormais avec le cabinet d'audit comptable Nexia Friedman.

J'exprime enfin toute ma reconnaissance à mes collègues administrateurs pour leur professionnalisme et leur contribution à l'IRPP. Nous partageons tous le même engagement à l'excellence en matière de recherche sur les politiques publiques, et je me réjouis d'entreprendre à leurs côtés une autre fructueuse année de travaux.

MESSAGE DU PRÉSIDENT

GRAHAM FOX

Depuis sa création en 1972, l'IRPP a été au cœur de tous les débats politiques qui ont façonné notre pays. Ces dernières années, nous avons privilégié les enjeux liés au vieillissement démographique, à la diversité et au pluralisme croissants de notre société, de même qu'aux effets de l'évolution accélérée des structures de production et d'échanges internationaux sur notre économie. À l'heure où nos gouvernements font face à des enjeux d'une complexité grandissante, nous croyons qu'il est plus que jamais indispensable de fonder l'élaboration des politiques sur des données probantes et une recherche rigoureusement indépendante.

L'Institut a connu une année exceptionnellement productive, ayant fait paraître 35 études et rapports, publié 179 articles d'*Options politiques* et organisé 16 événements partout au pays. La couverture médiatique de ces activités s'est traduite par 1 045 reportages (en hausse de 48 p. 100) et 763 891 pages vues (en hausse de 57 p. 100) sur le site irpp.org/fr.

Notre réalisation phare de l'année, à savoir l'achèvement de notre projet de recherche sur l'inégalité des revenus, a donné lieu à la publication du premier ouvrage collectif de la série L'art de l'État depuis 2009 : *Income Inequality: The Canadian Story*. Ce projet lancé en 2013 visait à produire des données canadiennes sur les tendances de l'inégalité des revenus et à proposer des solutions politiques adaptées au contexte national. Au nom de mes collègues de l'IRPP, j'aimerais remercier les codirecteurs de l'ouvrage, David Green et Craig Riddell, économistes à l'Université de la Colombie-Britannique, et France St-Hilaire, notre vice-présidente à la recherche qui a aussi géré ce projet. Leur leadership et leur expertise dans ce projet spécialement réussi ont été essentiels.

Outre les programmes de recherche décrits dans ce rapport, nous avons mené des projets de consultation. Ils ont permis d'analyser le processus des débats des chefs lors d'élections fédérales (de concert avec l'École de journalisme et de communication de l'Université Carleton et le Programme d'études supérieures en gestion politique Clayton H. Riddell), de recommander aux gouvernements des moyens de faire meilleur usage des sciences lors de l'élaboration des politiques (de concert avec l'Académie canadienne du génie), d'examiner les mesures qui renforceraient le soutien au revenu et à l'emploi des Canadiens ayant des problèmes de santé, et de proposer des réformes visant à mieux combattre la criminalité en col blanc. Et à l'approche des dernières élections fédérales, notre Groupe de travail sur le vieillissement a proposé une stratégie nationale pour les aînés.

Nous avons aussi mis fin à un programme de recherche, aussitôt remplacé par un nouveau. C'est ainsi qu'est parue en novembre 2015 la dernière étude de notre programme Diversité, immigration et intégration, qui a donné lieu depuis son lancement en 2001 à la publication de 38 documents et à un grand nombre de déjeuners-causeries, séances de discussion et ateliers ayant enrichi le débat public sur des questions comme la situation économique des immigrés, les programmes d'intégration et les conditions de travail des travailleurs étrangers temporaires. Quant à notre nouveau et ambitieux programme, Évolution de la communauté fédérale canadienne, il examinera la situation des institutions fédérales, les relations intergouvernementales et interrégionales, le fédéralisme fiscal et les attitudes de la population à l'égard de la fédération, tout en étant fortement axé sur les questions autochtones.

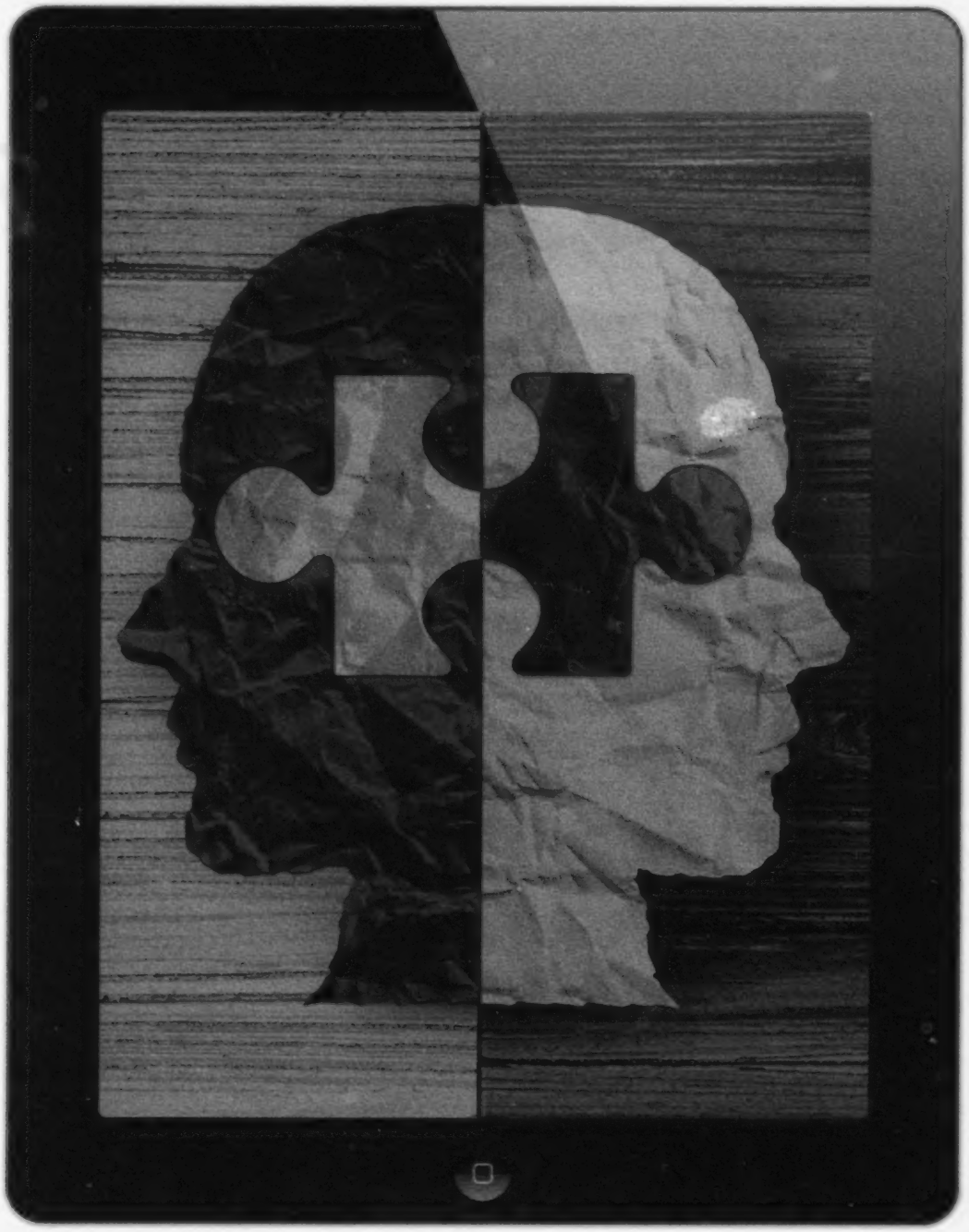
L'IRPP a accueilli en mars Jennifer Ditchburn à titre de rédactrice en chef d'*Options politiques*. Journaliste maintes fois primée, Mme Ditchburn figure parmi les analystes de la vie politique les plus respectés du pays. Elle a couvert depuis la tribune de la presse parlementaire tous les débats qui ont agité le Canada au cours des 20 dernières années et possède une vaste compréhension des grands enjeux nationaux. Elle succède à Dan Gardner, qui a quitté *Options politiques* au terme d'une année très fructueuse pour écrire son prochain livre et exercer de nouvelles fonctions au cabinet du premier ministre. Pendant cette année à la barre du magazine, M. Gardner a mené à bien la transition d'*Options politiques* de sa forme papier à une plateforme de débat public entièrement numérique. Nous le remercions de sa précieuse contribution et lui adressons tous nos vœux de succès.

Nous avons aussi dû dire au revoir à notre directeur de recherche Tyler Meredith, qui a laissé l'IRPP plus tôt cette année pour accepter une intéressante proposition du cabinet du premier ministre. Ses travaux sur la réforme des pensions, les politiques du marché du travail et les compétences ont apporté une analyse intégrée des grands défis que devra relever le marché de l'emploi durant la prochaine décennie en raison du vieillissement démographique et des besoins en main-d'œuvre qualifiée.

Tandis que nos dirigeants examineront les moyens d'action les mieux adaptés aux grands enjeux nationaux, l'IRPP continuera de tout mettre en œuvre pour leur donner accès à une recherche de la plus haute qualité qui leur permettra de fonder leurs décisions sur les meilleures données possibles.

DIVERSITÉ, IMMIGRATION ET INTÉGRATION

Directeur de recherche F. LESLIE SEIDLE



37 MENTIONS DANS LES MÉDIAS

Compte tenu de l'apport croissant de l'immigration permanente et temporaire au marché du travail canadien, il importe de mieux comprendre les obstacles rencontrés par les nouveaux arrivants et d'étudier les moyens d'améliorer leur intégration économique et leur participation à la vie sociale du pays. À noter que ce programme de recherche s'est terminé à la fin de 2015.

Temporary or Transitional? Migrant Workers' Experiences with Permanent Residence in Canada

On a assisté ces dernières années à d'importants débats sur le nombre croissant de travailleurs étrangers temporaires (TET), leurs droits, leurs conditions de travail et la difficulté pour beaucoup d'entre eux d'accéder à la résidence permanente. À l'examen de plusieurs de ces questions, Delphine Nakache et Leanne Dixon-Perera recommandent de supprimer la règle du séjour maximal de quatre ans pour la majorité des TET et d'étendre aux travailleurs peu spécialisés l'accès à la résidence permanente.

Seeing the Same Canada? Visible Minorities' Views of the Federation

Les groupes des minorités visibles comptent pour près de 20 p. 100 de la population canadienne. Leur intégration relève d'un processus multidimensionnel qui englobe l'acceptation d'un grand nombre de valeurs communes, selon Antoine Bilodeau et ses coauteurs. S'appuyant sur les résultats d'un vaste sondage, ils montrent que, par rapport à la majorité de la population, ces groupes affichent globalement un sentiment de loyauté plus fort à l'égard du gouvernement fédéral que des gouvernements provinciaux, et qu'ils soutiennent plus fermement les politiques pancanadiennes.

PUBLICATIONS

IRPP Study : *Ethnocultural Minority Enclaves in Montreal, Toronto and Vancouver*
Daniel Hiebert (19 août 2015)

IRPP Study : *Temporary or Transitional? Migrant Workers' Experiences with Permanent Residence in Canada*
Delphine Nakache and Leanne Dixon-Perera (27 octobre 2015)

IRPP Study : *Seeing the Same Canada? Visible Minorities' Views of the Federation*
Antoine Bilodeau, Luc Turgeon, Stephen E. White et Ailsa Henderson (18 novembre 2015)

ÉVÉNEMENT

Atelier
« L'interculturalisme québécois dans le contexte du multiculturalisme canadien »
(29 avril 2015, Montréal)

INTERVENTIONS DES EXPERTS DE L'IRPP

Le Haye
Leslie Seidle a fait une présentation sur l'intégration civique des immigrants et réfugiés canadiens à l'occasion d'une table ronde tenue à La Haye par l'ambassade du Canada et The Hague Institute for Global Justice.

Berlin
Lors d'une table ronde et d'un débat d'experts organisés par l'ambassade du Canada et le Forum des fédérations, Leslie Seidle a fait une présentation sur l'intégration des immigrants et des réfugiés au Canada.

Vienne
Leslie Seidle a fait le point sur l'initiative du Canada touchant les réfugiés syriens lors d'une table ronde organisée par l'ambassade du Canada et le ministère autrichien des Affaires européennes et internationales.

IMPACT

Depuis 2001, ce programme de recherche a stimulé le débat public sur plusieurs sujets, de la situation économique des immigrés aux programmes d'intégration, en passant par les enclaves ethnoculturelles et l'interculturalisme québécois. Il a donné lieu à la publication de 38 documents et à un grand nombre de déjeuners-causeries, séances de discussion et ateliers qui ont favorisé le développement des politiques dans ces domaines clés.

Programme des travailleurs étrangers temporaires
Le débat se poursuit sur les questions de l'accès à la résidence permanente, des règles d'embauche et des conditions de travail, mais aussi des limites de séjour et des nouvelles procédures d'exécution adoptées en 2014. Les études de l'IRPP sur les travailleurs étrangers temporaires ont été largement consultées, y compris par les responsables fédéraux. À noter que le gouvernement de Justin Trudeau a promis une révision approfondie du Programme des travailleurs étrangers temporaires.

LES DÉFIS DU VIEILLISSEMENT

Directeurs de recherche NICOLE F. BERNIER et TYLER MEREDITH

MENTIONS DANS LES MÉDIAS

Le vieillissement de la population soulève un éventail complexe de questions économiques et sociales pour tous les ordres de gouvernement. Le programme traite de ce phénomène démographique et de ses répercussions sur les politiques publiques et l'ensemble de la société.

« Élaborer une stratégie nationale pour les aînés »

Le nombre de Canadiens âgés de 65 ans et plus devrait doubler au cours des 20 prochaines années, ce qui impose aux gouvernements de tout le pays d'en mesurer les conséquences en matière de politiques publiques. À l'approche des dernières élections fédérales, l'IRPP a mené une consultation nationale en vue d'élaborer une stratégie globale pour les aînés. L'exercice a donné lieu au présent rapport, qui s'appuie sur un examen approfondi des plus récentes études, sur des entrevues avec des chercheurs et intervenants ainsi que les échanges ayant eu lieu lors d'une table ronde. Le rapport plaide pour un leadership d'Ottawa dans l'élaboration d'une stratégie nationale qui ne se limiterait pas aux soins de santé, mais engloberait les collectivités amies des aînés, un train de mesures économiques et sociales tout comme l'ensemble des facteurs déterminants de santé. La consultation a été menée par le Groupe de travail sur le vieillissement de l'IRPP, composé de Graham Fox (président de l'IRPP), Scott Haldane (président et chef de la direction de YMCA Canada), Anne McLellan (conseillère principale du cabinet Bennett Jones SRL et vice-présidente du conseil d'administration de l'IRPP, ancienne vice-première ministre du Canada et ministre fédérale de la Santé), Samir Sinha (directeur du service de gériatrie de l'Hôpital Mount Sinaï et des hôpitaux du University Health Network de Toronto) et Mark Taylor (conseiller municipal et maire adjoint de la Ville d'Ottawa).

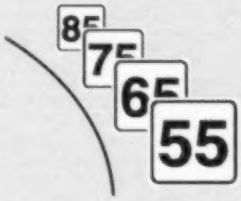
Caregiving for Older Adults with Disabilities: Present Costs, Future Challenges

Nombre de familles peinent à répondre aux exigences conflictuelles d'un travail rémunéré et de la prestation de soins. Selon Janet Fast, auteure de cette étude, les gens qui doivent consacrer beaucoup de temps à leurs proches sont plus susceptibles de quitter leur emploi et même d'être licenciés, ce qui peut porter atteinte à leur propre santé ou détériorer leur situation économique et sociale. Certains employeurs leur offrent un soutien sous forme d'horaires flexibles et d'indemnisation directe, mais les salariés qui doivent prendre soin d'adultes profitent rarement du même appui que les nouveaux parents. Pour soutenir ces proches aidants, l'auteure propose un cadre d'action fondé sur quatre piliers : reconnaissance du travail et des droits des proches aidants ; prestation de services adéquats, accessibles et abordables pour les proches aidants et les bénéficiaires ; mesures de conciliation entre travail et prestation de soins ; mesures de sécurité du revenu pour les proches aidants.

INTERVENTIONS DES EXPERTS DE L'IRPP

Conférence annuelle de l'Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux
Tyler Meredith, Nicole Bernier et le collaborateur de l'IRPP Michel Grignon ont participé à un panel d'experts consacré à l'effet qu'ont les réponses politiques au vieillissement sur les avantages sociaux des salariés et l'investissement institutionnel au Québec.

Réseau Evidence Network
Nicole Bernier a poursuivi sa collaboration avec le réseau Evidence Network, qui fait le lien entre médias et spécialistes des politiques de santé et diffuse une information crédible fondée sur des faits probants. Ses textes d'opinion ont été repris par 26 médias français et anglais de tout le pays.



PUBLICATIONS

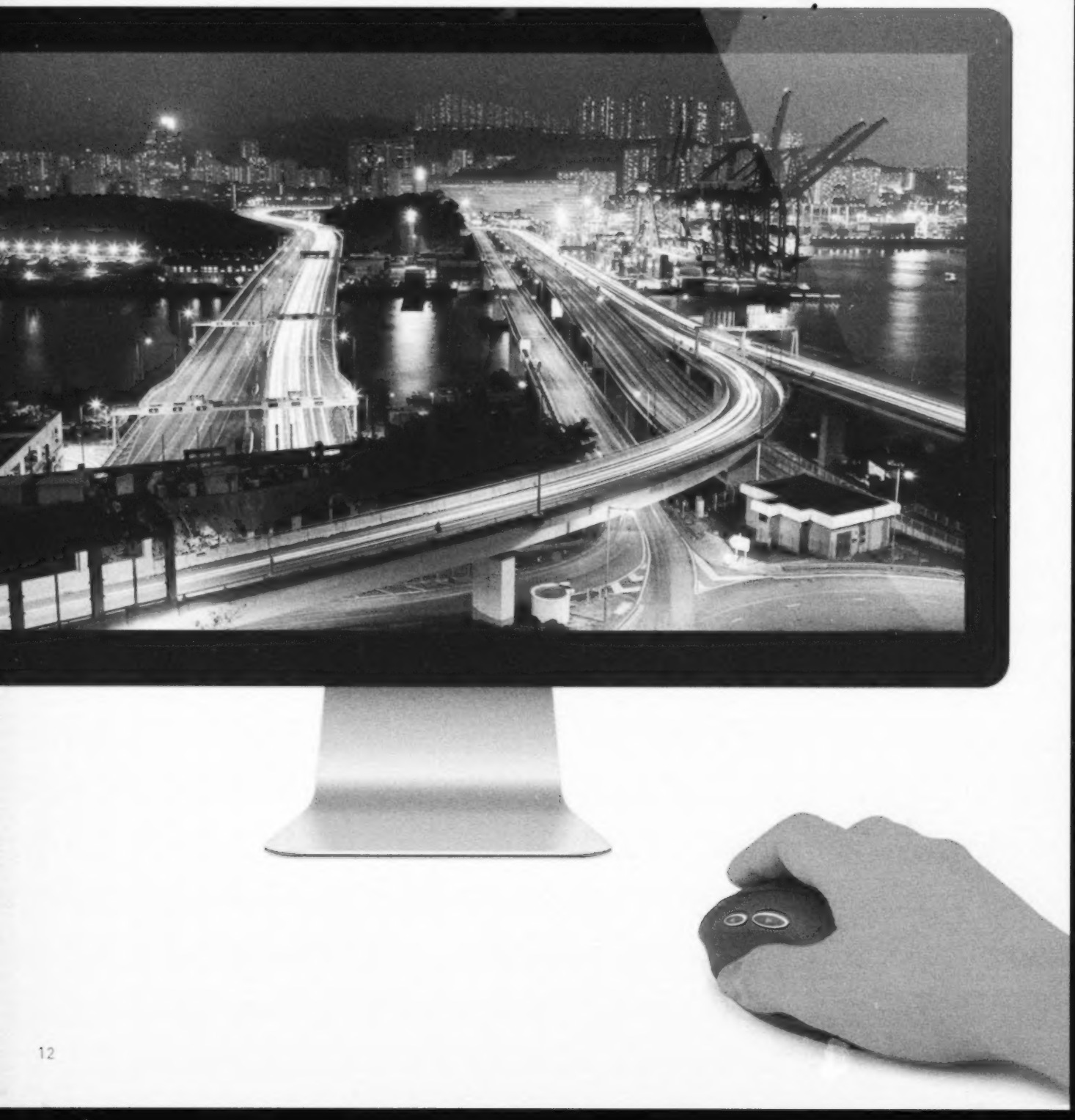
Rapport : « Établir une stratégie nationale pour les aînés »
Groupe de travail de l'IRPP sur le vieillissement (7 octobre 2015)

IRPP Study : *Caregiving for Older Adults with Disabilities: Present Costs, Future Challenges*
Janet Fast (16 décembre 2015)

IRPP Study : *Integrating Long-Term Care into a Community-Based Continuum: Shifting from "Beds" to "Places"*
A. Paul Williams, Janet Lum, Frances Morton-Chang, Kerry Kuluski, Allie Peckham, Natalie Warrick et Alvin Ying (18 février 2016)

ÉCHANGES INTERNATIONAUX ET COMMERCE MONDIAL

Directeur de recherche STEPHEN TAPP



149 **MENTIONS DANS LES MÉDIAS**

Ce programme de recherche examine comment l'évolution des échanges et des investissements internationaux, des technologies et des forces économiques et géopolitiques influe sur notre pays et ses politiques commerciales. Il vise à favoriser l'élaboration d'un programme d'action à moyen terme qui permettra au Canada de renforcer sa participation à l'économie mondiale.

L'avenir des relations Canada-Chine

Si la montée de la Chine au rang de puissance mondiale a bouleversé l'ordre international, ce pays reste une énigme pour la majorité des Canadiens. Au terme d'une décennie d'engagements sporadiques entre le Canada et la Chine, l'heure est venue de repenser notre approche de la Chine, affirment Wendy Dobson et Paul Evans, spécialistes de politique étrangère, dans leur essai intitulé *L'avenir des relations Canada-Chine*. Les deux auteurs exhortent le Canada à se réengager à l'égard de la Chine et proposent à cet effet un audacieux cadre d'action. Lancé peu avant la première rencontre officielle entre les dirigeants canadien et chinois, ce document a été publié en partenariat avec la Munk School of Global Affairs et a contribué à éclairer d'importants débats politiques sur les répercussions qu'a l'émergence du géant asiatique pour le Canada.

PUBLICATION PRÉALABLE
de chapitres de l'ouvrage à paraître *Redesigning Canadian Trade Policies for New Global Realities*

« Global Value Chains and the Rise of a Supply Chain Mindset »
Ari Van Assche (28 avril 2015)

« Leveraging Global Supply Chains in Canadian Trade Policy »
Emily J. Blanchard (7 mai 2015)

« Chasing the Chain: Canada's Pursuit of Global Value Chains »
Daniel Koldyk, Lewis M. Quinn et Todd Evans (20 mai 2015)

« International Trade with Firm Heterogeneity: Theoretical Developments and Policy Implications »
Beverly Lapham (28 mai 2015)

« Trade and Productivity: Insights from Canadian Firm-Level Data »
John R. Baldwin et Beiling Yan (28 mai 2015)

« International Regulatory Cooperation in a Supply Chain World »
Bernard Hoekman (31 août 2015)

« Trade and Sustainable Development »
Scott Vaughan (24 septembre 2015)

« How to Promote Smart Exporting among Canadian Companies »
Bill Currie (10 novembre 2015)

« How Business Can Help Free Trade »
Perrin Beatty et Cam Vidler (16 novembre 2015)

INTERVENTIONS DES EXPERTS DE L'IRPP

Comité permanent de la Chambre des communes
Stephen Tapp a participé aux travaux du Comité permanent des finances de la Chambre des communes sur ses consultations préalables au budget 2016.

Canadian Association for Business Economics
Stephen Tapp a fait une présentation sur l'avenir du commerce et des investissements internationaux lors de la conférence printanière de l'Association.

Assemblée annuelle de l'Association canadienne d'économique
Stephen Tapp, Ari Van Assche et Robert Wolfe, directeurs de l'ouvrage à paraître *Redesigning Canadian Trade Policies for New Global Realities*, ont présenté quelques-unes des recherches contenues dans ce livre de l'IRPP.

Does Canada Need Trade Adjustment Assistance?

La libéralisation des échanges procure des avantages économiques à long terme, mais les accords commerciaux peuvent imposer des ajustements difficiles à certaines entreprises et à leurs salariés. Alors que le Canada s'emploie à mettre en œuvre deux accords majeurs, l'intérêt des programmes d'aide à l'ajustement commercial revient à l'avant-plan. Selon les auteurs de l'étude Dmitry Lysenko et Saul Schwartz, l'approche actuelle souffre d'une sérieuse lacune : en dédommageant les acteurs les plus critiques et les plus influents, les mesures compensatoires sont souvent décidées en fonction de motifs politiques plutôt qu'économiques. Au lieu de soutenir des intérêts et des secteurs particuliers, jugent-ils, les gouvernements seraient mieux avisés d'étendre le filet de sécurité sociale à tous les travailleurs qui ont besoin d'aide par suite de changements liés à des facteurs comme les accords commerciaux, les avancées technologiques, les pertes d'emplois causées par la concurrence des pays émergents, ou autres.

PUBLICATION PRÉALABLE (suite)

« New International Evidence on Canada's Participation in Global Value Chains »
Koen De Backer et Sébastien Miroudot
(17 février 2016)

« By Road, Rail, Sea and Air: The Role of Transportation Networks in Moving Canada's Merchandise Trade »
Jacques Roy (29 février 2016)

« The Supply Chain Echo and Its Effects on Canadian Businesses »
Joy Nott (1er mars 2016)

« Global Value Chain Participation and the Productivity of Canadian Manufacturing Firms »
John R. Baldwin et Beiling Yan (17 mars 2016)

« Canada's Global Firms and the Future of Trade Policy »
John Manley et Brian Kingston (18 mars 2016)

PUBLICATIONS

IRPP Study : *The Potential to Grow Canada-India Economic Linkages: Overlooked or Oversold?*
Someshwar Rao et Stephen Tapp (20 août 2015)

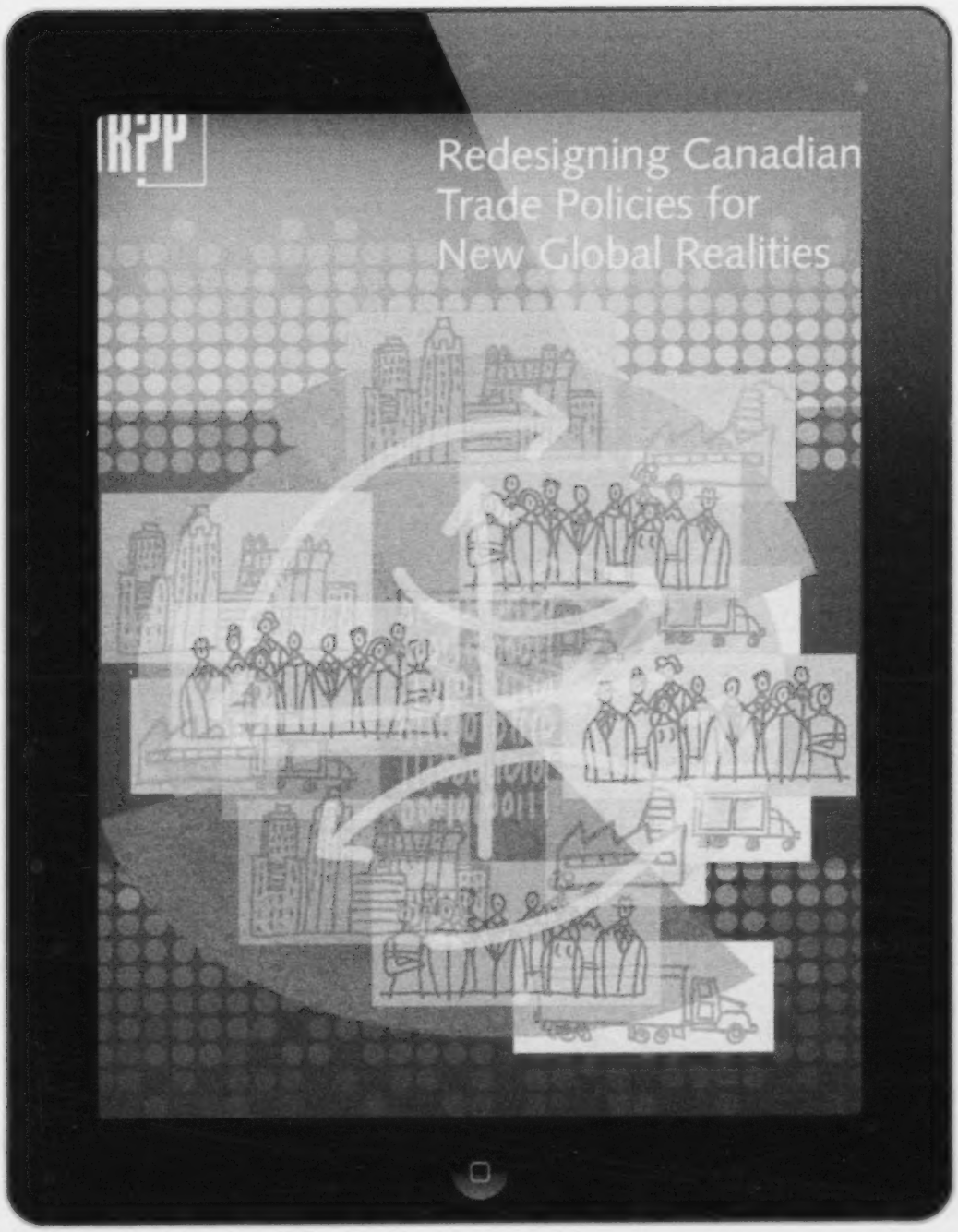
Essai Horizons politiques : *L'avenir des relations Canada-Chine*
Wendy Dobson et Paul Evans
(17 novembre 2015)

IRPP Study : *Does Canada Need Trade Adjustment Assistance?*
Dmitry Lysenko et Saul Schwartz
(1er décembre 2015)

Rapport : « Finding the Right Balance: Policies to Combat White-Collar Crime in Canada and Maintain the Integrity of Public Procurement »

ÉVÉNEMENT

Table ronde
« Assessing Canada's Policies on the Integrity Framework and Corporate Wrongdoing »
(12 novembre 2015, Toronto)


KPP
Redesigning Canadian
Trade Policies for
New Global Realities

COMPÉTENCES ET MARCHÉ DU TRAVAIL

Directeur de recherche TYLER MEREDITH

165 **MENTIONS DANS LES MÉDIAS**

Ce programme de recherche vise à produire une analyse intégrée et fondée sur le long terme des défis politiques que devra relever le marché du travail au cours de la prochaine décennie ; des défis liés au vieillissement démographique, aux changements technologiques et aux besoins en main-d'œuvre qualifiée.

The Enabling Society

L'évolution démographique, la mondialisation et les inégalités de revenu croissantes ont ramené l'enjeu des politiques sociales à l'avant-plan du débat public. Selon Peter Hicks, l'auteur de cet essai, le Canada doit élaborer un tout nouveau cadre d'action pour remplacer un État-providence en pleine désuétude. L'accès des citoyens aux avantages et programmes sociaux devrait être adapté à leurs aspirations et besoins individuels. Au lieu de répondre de façon ponctuelle et globalement uniforme aux besoins de vastes groupes de bénéficiaires sans égard à leur situation, il préconise une approche centrée sur les citoyens au moyen d'un système de « mégastatistiques ». Bien que les gouvernements tardent à les adopter, les technologies et outils statistiques ont beaucoup progressé en quelques décennies et permettent aujourd'hui de se fonder sur une foule de données pour concevoir, mettre en œuvre et gérer les politiques sociales. L'auteur enjoint ainsi à nos décideurs de saisir cette occasion pour se rapprocher des citoyens, mieux répondre à leurs besoins et produire avec leur appui des résultats avantageux pour l'ensemble de la société.

Onze propositions pour un meilleur régime d'assurance-emploi

Michel Bédard et Pierre Fortin s'attaquent à la question particulièrement complexe de la réforme du Régime d'assurance-emploi (AE), pilier de la politique canadienne du marché du travail. En raison des nombreuses modifications qu'il a subies au cours des dernières décennies, soutiennent les auteurs, ce régime ne remplit plus adéquatement le mandat fondamental qu'il s'était donné de procurer aux chômeurs une aide temporaire au revenu, même si sa portée s'est graduellement étendue à d'autres domaines des politiques sociales. Leurs 11 propositions visent une restructuration à la fois majeure et réaliste de l'AE, qui s'en trouverait simplifiée, plus accessible et moins coûteux pour les employeurs, tout en ayant une portée plus nationale.

IMPACT

Assurance-emploi

Nous avons publié en 2015 deux recherches sur le régime d'assurance-emploi et, plus généralement, le système de soutien du revenu et de l'emploi ainsi que la politique des compétences du Canada. L'intérêt de ces travaux s'est particulièrement manifesté pendant la campagne électorale fédérale, quand les trois principaux partis ont pris l'engagement de réexaminer le rôle de l'AE et d'investir dans la formation professionnelle et le soutien du revenu.

PUBLICATIONS

Policy Horizons Essay : *The Enabling Society*
Peter Hicks (9 avril 2015)

Repères IRPP : *Onze propositions pour un meilleur régime d'assurance-emploi*
Michel Bédard et Pierre Fortin (23 juillet 2015)

Rapport : « Leaving Some Behind: What Happens When Workers Get Sick »
Tyler Meredith et Colin Chia (3 septembre 2015)

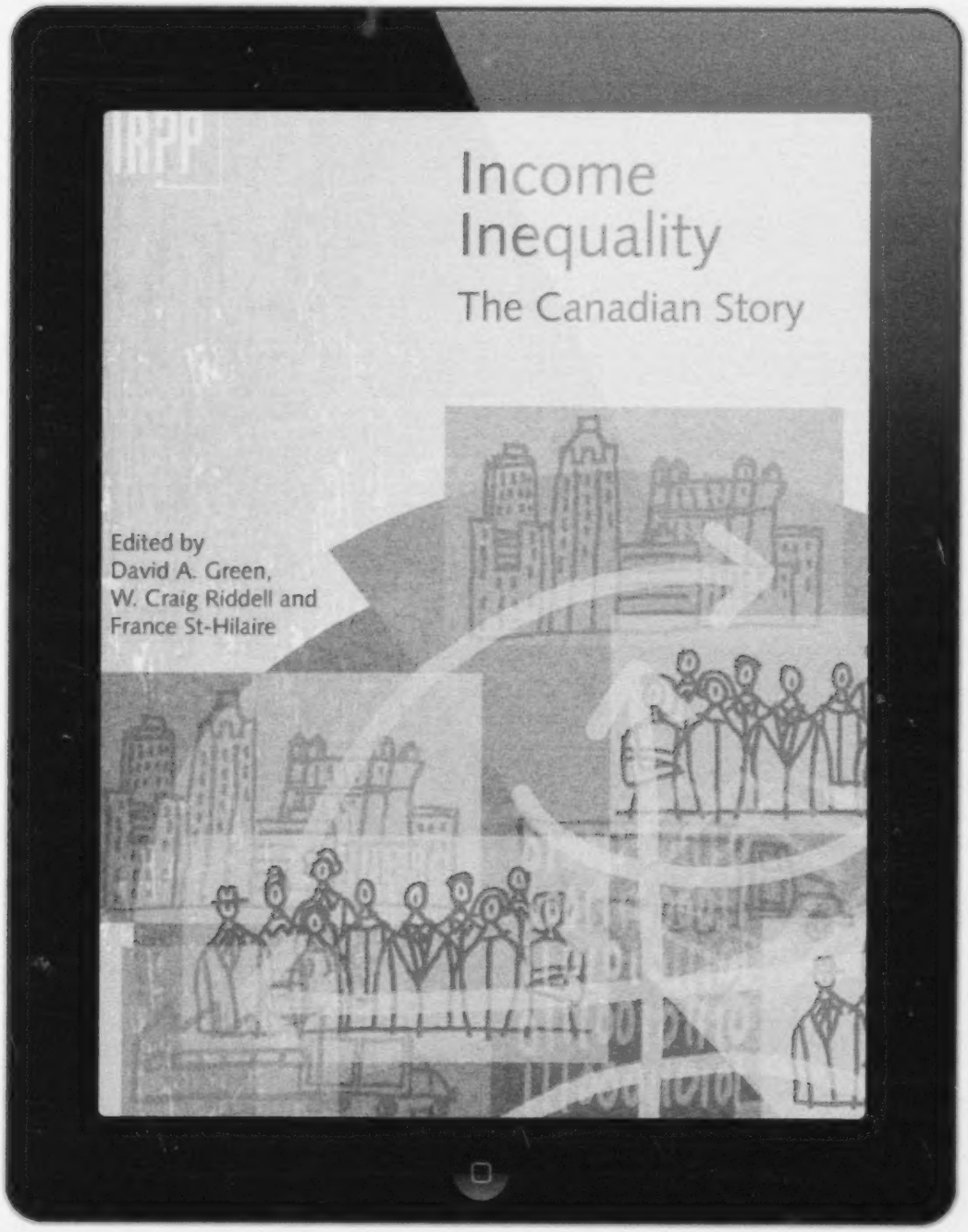
IRPP Study : *If at First You Don't Succeed: Toward an Adult Education and Training Strategy for Canada*
Torben Drewes et Tyler Meredith
(25 septembre 2015)

ÉVÉNEMENT

Table ronde
« Employment and Income Support for Persons Dealing With an Illness »
(17 juin 2015, Ottawa)

L'INÉGALITÉ DES REVENUS

Directrice de recherche FRANCE ST-HILAIRE



209 MENTIONS DANS LES MÉDIAS

À l'automne 2013, l'IRPP et le Réseau canadien de chercheurs dans le domaine du marché du travail et des compétences ont réuni 27 experts reconnus pour étudier les tendances de l'inégalité des revenus au Canada, les facteurs ayant contribué à son aggravation depuis le début des années 1980 et le rôle que devraient jouer les politiques publiques pour contrer cette évolution.

Le projet visait à remédier à de sérieuses lacunes dans nos connaissances et notre compréhension du phénomène. Il a été mené à terme alors même que le pays s'engageait dans une longue campagne électorale qui révélait l'importance accordée par nombre d'électeurs au problème des inégalités. C'est ainsi que les analyses de nos collaborateurs sur la dynamique des gains et revenus au sein des classes moyenne et supérieure, la polarisation des salaires et des emplois entre provinces, et le rôle qu'ont joué les impôts et transferts au cours des dernières décennies pour réduire les inégalités ont permis d'éclairer le débat à un moment charnière de la vie politique canadienne.

Cette importante initiative de recherche s'est achevée en février 2016 avec la parution d'*Income Inequality: The Canadian Story*, cinquième volume de la collection L'art de l'État, publié sous la direction de David A. Green, W. Craig Riddell et France St-Hilaire.

C'est à Ottawa que l'IRPP a tenu son lancement, dont le conférencier était M. Jean-Yves Duclos, ministre canadien de la Famille, des Enfants et du Développement social. Les directeurs de la publication y ont présenté leurs conclusions devant des représentants du ministère des Finances et du ministère de l'Emploi et du Développement social, avant de participer à une séance d'information privée avec de hauts fonctionnaires.

L'ouvrage collectif a déjà fait l'objet de nombreuses demandes de compte rendu. Certaines universités envisagent d'en faire un manuel de cours, et il s'est rapidement imposé comme une ressource clé parmi les conseillers politiques de tous les ordres de gouvernement.

INTERVENTIONS DES EXPERTS DE L'IRPP

Ministère des Finances et ministère de l'Emploi et du Développement social
Les directeurs de la publication, David A. Green, W. Craig Riddell et France St-Hilaire, ont présenté leurs conclusions aux ministères et tenu des séances d'information privées avec de hauts fonctionnaires.

The Hill Times
France St-Hilaire a participé à une rencontre en direct d'un groupe d'experts, organisée par *The Hill Times*, sur le thème « A Disappearing Middle Class: Poverty, Growth and Income Inequality », où l'on a discuté des défis nationaux et internationaux en matière d'inégalité des revenus et des mesures que doit prendre le Canada pour y remédier.

IMPACT

L'inquiétude des Canadiens au sujet des perspectives économiques de la classe moyenne a figuré parmi les principaux thèmes de la dernière campagne électorale fédérale. Cet ouvrage, qui propose une série d'orientations politiques, a aidé à clarifier les faits relatifs à cet enjeu complexe et controversé. Il a fait l'objet d'une vaste couverture médiatique, qui a attiré l'attention du public sur les répercussions sociétales à long terme des tendances actuelles de l'inégalité des revenus.

PUBLICATION PRÉALABLE de chapitres tirés d'*Income Inequality: The Canadian Story*
« Framing the New Inequality: The Politics of Income Redistribution in Canada »
Keith Banting et John Myles (21 mai 2015)

« The Role of Taxes and Transfers in Reducing Income Inequality »
Andrew Heisz et Brian Murphy (4 juin 2015)

« Why More Education Will Not Solve Rising Inequality (and May Make It Worse) »
Kelly Foley et David A. Green (26 juin 2015)

« Who Are Canada's Top 1 Percent? »
Thomas Lemieux et W. Craig Riddell
(9 juillet 2015)

« Changes in Wage Inequality in Canada: An Interprovincial Perspective »
Nicole M. Fortin et Thomas Lemieux
(24 septembre 2015)

« Has the Canadian Labour Market Polarized? »
David A. Green et Benjamin M. Sand
(24 septembre 2015)

« Trends in Income Inequality in Canada and Elsewhere »
Andrew Heisz (24 septembre 2015)

« Provincial Taxation of High Incomes: The Effects on Progressivity and Tax Revenue »
Kevin Milligan et Michael Smart
(25 novembre 2015)

PUBLICATION DE L'OUVRAGE
Income Inequality: The Canadian Story
L'art de l'État, volume 5, sous la direction de David A. Green, W. Craig Riddell et France St-Hilaire (23 février 2016)

ÉVÉNEMENT
Lancement de livre
« Income Inequality: The Canadian Story »
(25 février 2016, Ottawa)

OPTIONS POLITIQUES

Rédactrice en chef JENNIFER DITCHBURN

Le magazine *Options politiques* a vécu cette année une importante période de transition. Nous avons en effet franchi les toutes dernières étapes qui ont permis la transformation de notre vénérable publication imprimée en un stimulant forum numérique.

Ce nouveau format a créé un éventail de possibilités et nous permettra d'intéresser un plus grand nombre de Canadiens à nos discussions. Nos lecteurs peuvent notamment télécharger nos entrevues balado et les écouter en tout temps, à leur convenance. Ils trouveront aussi sur Facebook et Twitter de vifs débats sur les articles d'*Options politiques*, qui sont souvent commentés dans les grands médias.

Et comme nous ne sommes plus tributaires de stricts délais d'impression, nous pouvons publier rapidement les analyses de nos collaborateurs sur des enjeux defrayant la chronique, qu'il s'agisse du budget fédéral, de la nouvelle législation sur l'aide médicale à mourir ou de rencontres internationales sur les changements climatiques. Nos articles suscitent régulièrement d'intéressantes réactions parmi nombre d'experts du pays, qui n'hésitent pas à enrichir le débat de leurs points de vue.

Dans le même temps, *Options politiques* continue de publier le type d'analyses approfondies qui a fait sa réputation et a servi de référence aux décideurs. Dans la mesure du possible, nous commandons aussi des textes consacrés aux gens directement touchés par d'importantes questions politiques.

Notre ère numérique a donc permis au magazine d'étendre son rayonnement et de diversifier les voix qui peuvent s'y exprimer. Des hommes et des femmes de tous les milieux s'intéressent à l'amélioration des politiques publiques, qui touchent l'ensemble de la population. *Options politiques* traduira mieux que jamais cette réalité.

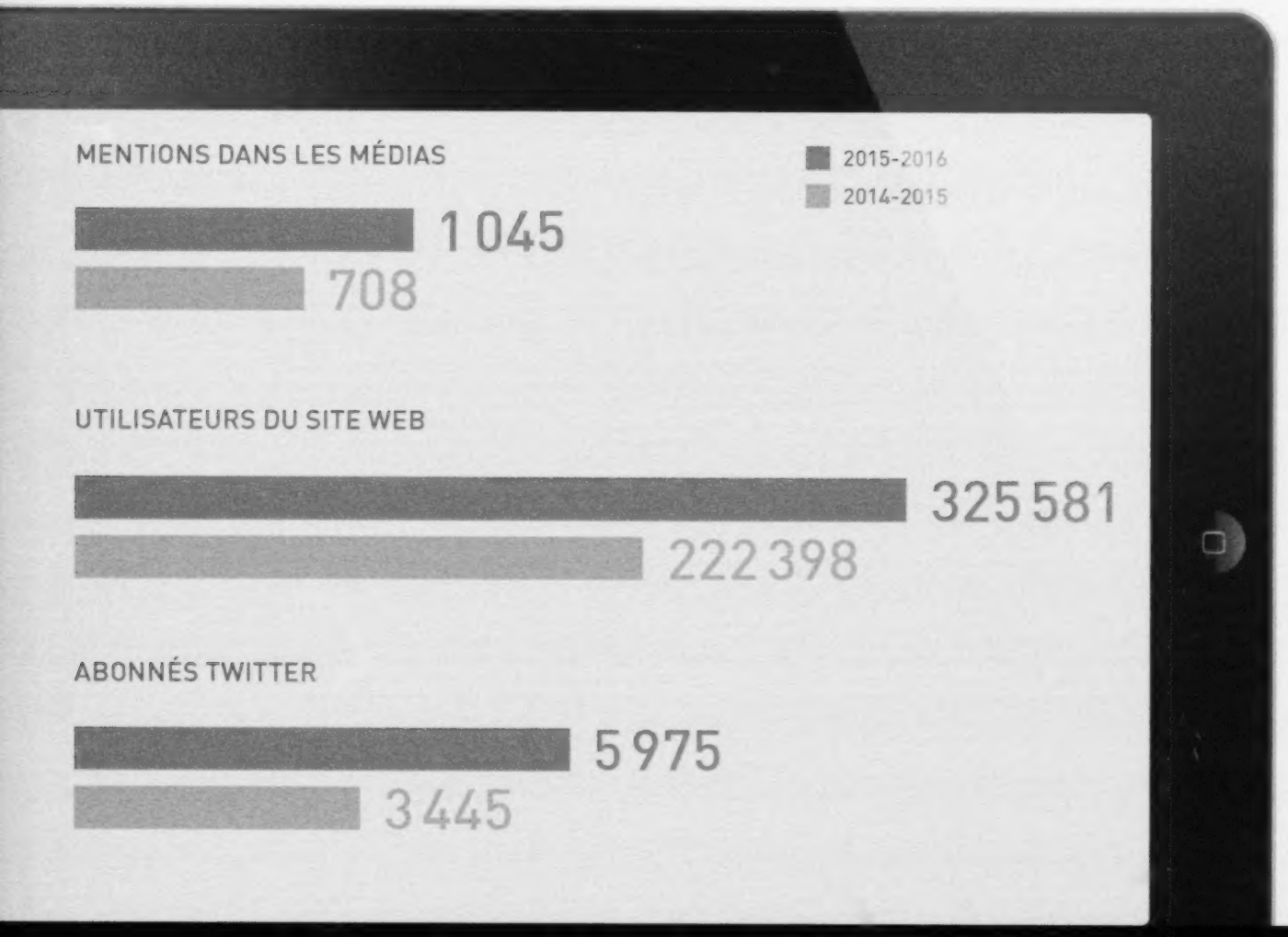
COMMUNICATIONS

Agente de communications SHIRLEY CARDENAS
Adjoint au Web et aux communications ALEX SHADEED

Cette année encore, l'IRPP a joué un rôle clé dans les grands débats qui font les manchettes et agitent le pays. Nos experts ont publié des textes d'opinion dans les grands médias et sont régulièrement invités dans des émissions d'affaires publiques.

En une année seulement, la couverture médiatique de nos travaux de recherche a augmenté de 48 p. 100, faisant l'objet de 1 045 mentions dans les médias imprimés et électroniques. Sur notre site, le trafic a bondi de 46 p. 100, passant de 222 398 à 325 581 utilisateurs et totalisant plus de 760 000 pages vues. Une grande partie de ce trafic provient des réseaux sociaux, dont l'utilisation est partout en forte hausse. Le nombre de nos abonnés Facebook et Twitter a ainsi augmenté de 68 et 73 p. 100 respectivement.

Et c'est sans parler de la conception nettement améliorée de notre site Web. Plus convivial que jamais, il propose aussi des contenus nouveaux et particulièrement dynamiques. Nous avons en outre lancé les balados vidéo *Options politiques* et commencé à employer des outils infographiques pour illustrer nos textes. Ces différents moyens d'information nous aident à rassembler des points de vue de tout le pays sur une série d'enjeux clés, tout en portant la discussion dans les foyers, les établissements d'enseignement et les milieux de travail.



AUTRES PUBLICATIONS ET ÉVÉNEMENTS

PUBLICATIONS

Rapport : « Making Better Use of Science and Technology in Policy-Making »
(8 mars 2016)

Rapport : « The Future of Leaders' Debates in Canadian Federal Elections »
(16 mars 2016)

ÉVÉNEMENTS

Tables rondes
« Science, Technology and Public Policy »
(2 juin 2015, Toronto)

« Science, technologie et politiques publiques »
(12 juin 2015, Montréal)

« Science, Technology and Public Policy »
(16 juin 2015, Ottawa)

Réunion avec Ian Murray, député et secrétaire du cabinet fantôme écossais du Parti travailliste du Royaume-Uni
(7 mars 2016, Montréal)

ÉVOLUTION DE LA COMMUNAUTÉ FÉDÉRALE CANADIENNE

Tables rondes
13 octobre 2015, Vancouver
14 octobre 2015, Calgary
26 octobre 2015, Montréal
29 octobre 2015, St. John's

Colloque
« The Future of Leaders' Debates in Canadian Federal Elections »
(5 décembre 2015, Ottawa)

RAPPORT DU COMITÉ DES PLACEMENTS

Président IAN D. CLARK / Membres PATTI CROFT, MICHAEL DECTER, JOCK FINLAYSON, LEA HANSEN, MICHAEL KOERNER et BOB LUBA

Le Fonds de dotation de l'IRPP a pour objectif de subvenir aux besoins de l'Institut. Le Comité des placements vise à maintenir la valeur réelle du Fonds après inflation, de façon qu'il produise les revenus nécessaires aux activités futures de l'Institut. Le Comité des placements a pour rôle de conseiller le conseil d'administration sur la stratégie d'investissement de l'Institut, de déterminer et de recommander la meilleure composition de l'actif du Fonds, de choisir les gestionnaires de placement externes et de les tenir pour responsables de l'exécution de leur mandat (en matière de risque comme de rendement), et d'agir auprès du Conseil en tant que ressource sur les questions d'investissement.

Le Comité des placements et le Conseil ont toujours reconnu que le maintien des activités de l'Institut et la protection de la valeur peuvent représenter des objectifs potentiellement contradictoires. C'est pourquoi l'Institut a utilisé différentes approches et formules au cours des années pour déterminer le montant du retrait annuel du Fonds pour ses activités. Ainsi, le Conseil a décidé en 1987 de retirer chaque année une somme égale à 5 p. 100 de la valeur trisannuelle moyenne du Fonds mesurée en fin d'exercice, plutôt que de se baser sur les revenus annuels réels qu'il génère. Ce retrait a été augmenté à 5,5 p. 100 en 1997-2000 et à 6 p. 100 en 2005-2007.

À la suite de la crise financière de 2008-2009, le Conseil a décidé de réduire progressivement le taux de retrait, qui était alors de 5 p. 100, au taux actuel de 4 p. 100. Afin de diminuer davantage l'effet de volatilité du portefeuille sur le montant retiré du Fonds pour les activités de l'IRPP, le Comité a choisi la formule Yale modifiée pour sa politique de dépenses. Cette formule consiste à retirer l'équivalent de 80 p. 100 du budget de fonctionnement du précédent exercice, majoré en fonction du taux d'inflation établi par l'indice des prix à la consommation de l'année précédente, ainsi que 20 p. 100 du taux de retrait à long terme appliqué à la moyenne de la valeur marchande du Fonds des quatre trimestres antérieurs se terminant le 31 décembre.

Fin 2012, le Comité a décidé de délaisser les fonds de placement équilibrés pour des fonds spécialisés et de modifier comme suit la composition de l'actif : augmenter de 60 à 70 p. 100 la part investie en actions (30 p. 100 en actions canadiennes, 20 p. 100 en actions américaines et 20 p. 100 en actions étrangères) et réduire de 40 à 30 p. 100 la part du portefeuille à revenu fixe. En janvier 2013, le Comité a confié à Burgundy Asset Management la gestion de la part du fonds investie en actions. Puis en juin 2014, il a confié la part à revenu fixe du portefeuille à Phillips, Hager & North, services-conseils en placements.

Pour l'exercice 2015-2016, la somme du Fonds transférée vers les activités s'est établie à 1 716 765 dollars — soit environ 70 p. 100 des coûts de fonctionnement, en hausse de 2 910 dollars par rapport à l'an dernier. En conformité avec la décision de décembre 2014 du Conseil applicable aux exercices 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, un montant supplémentaire de 500 000 dollars a été temporairement retiré pour permettre à la direction de voir au développement à long terme de l'Institut.

En 2015, le Comité a continué d'étudier différentes options et stratégies pour accroître le rendement à long terme ajusté en fonction du risque. La faiblesse des actions canadiennes — qui a été partiellement compensé par le rendement positif des actions et obligations américaines et étrangères — a donné lieu à une hausse de 0,7 p. 100 (avant frais de placement et retraits) et à une baisse de 5,4 p. 100 (après frais de placement et retraits nécessaires aux activités) de la valeur marchande 2015-2016 du Fonds.

La valeur marchande combinée du Fonds s'établissait à 40 664 295 dollars au 31 mars 2016. La composition de son actif est indiquée dans le tableau ci-contre.

FONDS DE DOTATION – COMPOSITION DES ACTIFS

			Fourchette	Objectif
	$	%	%	%
Actions canadiennes	11 336 304	27,9	25-35	30
Actions américaines	8 740 204	21,5	15-25	20
Actions autres que nord-américaines	8 769 050	21,6	15-25	20
Total des actions	**28 845 558**	**71,0**	**60-80**	**70**
Rendement bonifié total des obligations	9 296 872	22,9	-	22,5
Hypothèques	2 521 865	6,1	-	7,5
Total du revenu fixe	**11 818 737**	**29,0**	**20-40**	**30**
Total	**40 664 295**	**100**		

FAITS SAILLANTS DU FONDS DE DOTATION

	Exercice				
	2016	2015	2014	2013	2012
Valeur marchande	40 664 295 $	42 965 969 $	39 535 138 $	35 410 577 $	34 404 126 $
Rendement (avant retraits et frais)	0,7 %	14,0 %	17,8 %	8,6 %	-0,5 %
Rendement (après retraits et frais)	-5,4 %	8,7 %	11,6 %	2,9 %	-6,3 %
Charges (frais en sus)*	2 216 765 $**	1 713 855 $	1 861 465 $**	1 815 499 $	1 951 570 $**
Budget de fonctionnement	2 410 034 $	2 266 242 $	2 268 301 $	2 505 499 $	2 186 073 $
Contribution du Fonds de dotation	71,2 % 91,9 %**	75,6 %	77,7 % 82,1 %**	72,5 %	84,2 % 89,3 %**

* Le montant retiré du Fonds de dotation aux fins des activités est déterminé à l'aide de la formule Yale modifiée.
** Comprend un retrait supplémentaire du Fonds de dotation autorisé par le conseil d'administration.

RENDEMENTS À LONG TERME DU FONDS DE DOTATION DE L'IRPP

(taux de croissance annuel composé après retraits et frais)

Années	
1	-5,4 %
2	1,4 %
3	4,7 %
4	4,3 %
5	2,1 %
10	-0,1 %

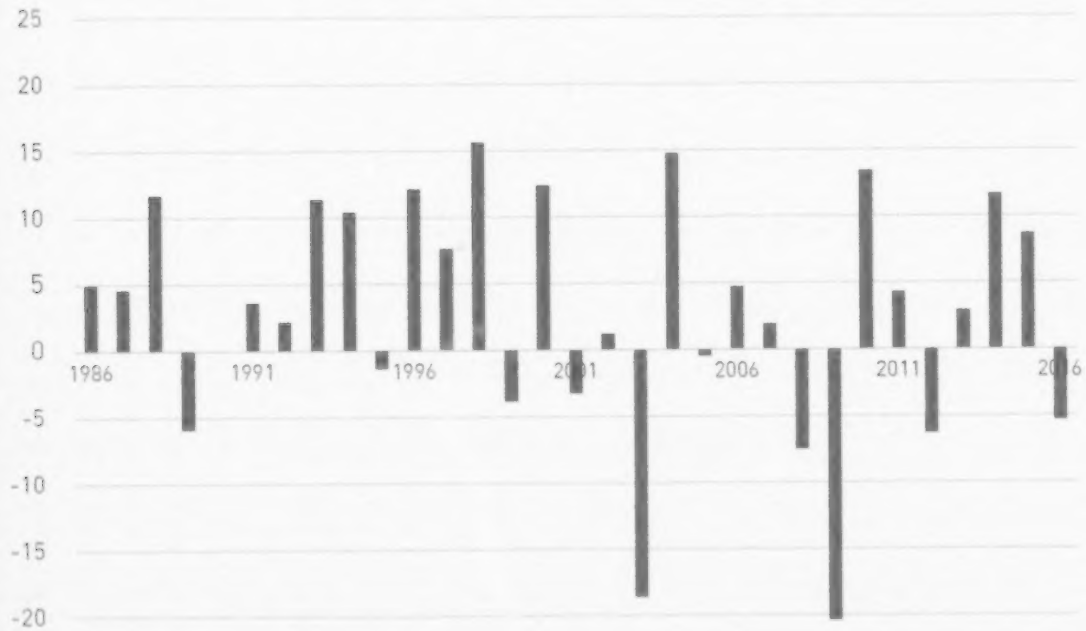
VALEUR DU FONDS DE DOTATION DE L'IRPP, 1974-2016

(en millions de dollars)

Note : La croissance exceptionnellement forte des années 1970 s'explique en partie par d'importants apports de capitaux.

CROISSANCE DU FONDS DE DOTATION DE L'IRPP, 1986-2016

(évolution annuelle en pourcentage, après retraits pour fonctionnement et frais de gestion)



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de
l'Institut de recherche en politiques publiques

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'organisme Institut de recherche en politiques publiques, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016 et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme Institut de recherche en politiques publiques au 31 mars 2016 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Raymond Chabot Grant Thornton LLP[1]

Montréal, le 7 juin 2016

Raymond Chabot
Grant Thornton

[1] CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A119564

RÉSULTATS

pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 (en milliers de dollars)

	2016	2015
	$	$
PRODUITS		
Produits nets (perte nette) de placements (note 5)	**(4)**	5 084
Autres produits		
Magazine *Options politiques*	**11**	17
Publicité *Options politiques*	**9**	43
Autres publications	**9**	14
Apports	**165**	454
Autres		17
	194	545
CHARGES		
Frais généraux de recherche et de soutien	**1 813**	1 781
Magazine *Options politiques*	**400**	433
Autres publications	**53**	25
Intérêts	**6**	9
Amortissement des immobilisations corporelles	**12**	11
	2 284	2 259
Insuffisance des produits par rapport aux charges avant produits nets (perte nette) de placements	**(2 090)**	(1 714)
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	**(2 094)**	3 370

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 (en milliers de dollars)

				2016	2015
	Affecté au financement des activités de fonctionnement (note 3)	Investi en actif incorporel et en immobilisations corporelles	Non affecté	Total	Total
	$	$		$	$
Solde au début	25 844	17	17 023	42 884	39 514
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges		(12)	(2 082)	(2 094)	3 370
Investissements en actif incorporel et en immobilisations corporelles		5	(5)		
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition		(1)	1		
Virement (note 4)	(2 221)		2 221		
Solde à la fin	23 623	9	17 158	40 790	42 884

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FLUX DE TRÉSORERIE

pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 (en milliers de dollars)

	2016	2015
	$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	**(2 094)**	3 370
Éléments hors caisse		
Variation nette de la juste valeur de placements	**1 648**	(3 797)
Gain sur la radiation de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	**(4)**	
Amortissement des immobilisations corporelles	**12**	11
Variation nette d'éléments du fonds de roulement (note 6)	**(13)**	(46)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	**(451)**	(462)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements	**(1 987)**	(19 339)
Cession de placements	**2 597**	19 748
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(4)**	(4)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	**606**	405
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de l'emprunt bancaire		(290)
Remboursement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	**(1)**	(2)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	**(1)**	(292)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	**154**	(349)
Encaisse (découvert bancaire) au début	**(164)**	185
Découvert bancaire à la fin	**(10)**	(164)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 2016 (en milliers de dollars)

	2016	2015
	$	$
ACTIF		
Court terme		
Comptes clients et autres créances (note 7)	**271**	284
Frais payés d'avance	**9**	15
	280	299
Long terme		
Placements (note 8)	**40 665**	42 923
Immobilisations corporelles (note 9)	**12**	20
Actif incorporel (note 10)	**2**	2
	40 959	43 244
PASSIF		
Court terme		
Découvert bancaire (note 11)	**10**	164
Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement (note 12)	**114**	111
Produits d'abonnements et de commandite perçus par anticipation		35
Apports reportés (note 13)	**45**	45
Tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à moins de un an		3
	169	358
Long terme		
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition		2
	169	360
ACTIF NET		
Affecté au financement des activités de fonctionnement	**23 623**	25 844
Investi en actif incorporel et en immobilisations corporelles	**9**	17
Non affecté	**17 158**	17 023
	40 790	42 884
	40 959	43 244

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2016
(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

1 — STATUTS ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

L'Institut de recherche en politiques publiques est constitué en vertu de la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes. Il a pour mission de favoriser le développement de la pensée politique au Canada en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui rehausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens. Il est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2 — PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers de l'organisme sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

Lors de l'évaluation initiale, les actifs et les passifs financiers de l'organisme sont évalués à la juste valeur qui est, dans le cas des actifs financiers ou des passifs financiers qui seront évalués ultérieurement au coût après amortissement, majorée ou diminuée du montant des commissions et des coûts de transaction afférents. Les coûts de transaction relatifs aux actifs et aux passifs financiers qui seront évalués ultérieurement à la juste valeur sont comptabilisés aux résultats au cours de l'exercice où ils sont engagés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de l'organisme sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers), à l'exception des placements en fonds communs de placement qui sont évalués à la juste valeur et des placements en obligations que l'organisme a fait le choix d'évaluer à la juste valeur en les désignant à cette fin.

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût après amortissement, l'organisme détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative et si l'organisme détermine qu'il y a eu, au cours de l'exercice, un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs d'un actif financier, une réduction sera alors comptabilisée à l'état des résultats à titre de moins-value. La reprise d'une moins-value comptabilisée antérieurement sur un actif financier évalué au coût après amortissement est comptabilisée aux résultats au cours de l'exercice où la reprise a lieu.

Constatation des produits

Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et comptabilisés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

Magazine, publicité, autres publications et autres produits

Les produits du magazine, de la publicité, d'autres publications et les autres produits sont constatés lorsqu'il existe un accord entre les parties, que les services ont été rendus, que le montant de la transaction est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Le passif lié à la fraction des produits encaissée mais non encore gagnée est comptabilisé à l'état de la situation financière à titre de produits d'abonnements et de commandite perçus par anticipation.

En plus des principes généraux mentionnés ci-dessus, l'organisme applique les principes spécifiques suivants :

- Les produits de publicité sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée du contrat, lorsque la publicité est éditée ;
- Les produits du magazine et des autres publications sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des abonnements ;
- Les autres produits sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

Produits nets de placements

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de transaction et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les produits nets de placements incluent les produits d'intérêts et de dividendes ainsi que les variations de la juste valeur.

Les produits d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé, les dividendes sont constatés à compter de la date ex-dividende et les variations de la juste valeur le sont au moment où elles se produisent.

Concernant les placements évalués à la juste valeur, l'organisme a fait le choix d'inclure dans les variations de la juste valeur les produits d'intérêts (incluant l'amortissement des primes et des escomptes sur les placements en obligations) ainsi que la participation au revenu net des fonds communs de placement.

Immobilisations corporelles et actif incorporel

Les immobilisations corporelles et l'actif incorporel acquis sont comptabilisés au coût.

Amortissement

Les immobilisations corporelles et l'actif incorporel sont amortis en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Équipement informatique et logiciel	33 %
Équipement de bureau	20 %

Réduction de valeur

Lorsque l'organisme constate qu'une immobilisation corporelle ou qu'un actif incorporel n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de la valeur comptable nette de l'immobilisation corporelle ou de l'actif incorporel sur sa valeur résiduelle est comptabilisé en charges à l'état des résultats.

Conversion des devises

L'organisme utilise la méthode temporelle pour la conversion des opérations libellées dans une monnaie étrangère. Selon cette méthode, les éléments monétaires d'actif et de passif sont convertis au cours à la date de l'état de la situation financière. Les éléments non monétaires d'actif et de

passif sont convertis aux cours historiques, à l'exception de ceux comptabilisés à la juste valeur qui sont convertis au cours à la date de l'état de la situation financière. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période, à l'exception de l'amortissement des immobilisations corporelles converties aux cours historiques qui est converti aux mêmes cours que les éléments correspondants. Les gains et les pertes de change afférents sont comptabilisés dans les résultats de l'exercice.

3 — AFFECTATIONS GREVANT L'ACTIF NET

L'actif net affecté au financement des activités de fonctionnement par voie d'affectations d'origine interne par le conseil d'administration doit être conservé en vue de financer les activités de fonctionnement de l'organisme.

4 — VIREMENT

	2016	2015
	$	$
Montant établi selon la formule approuvée par le conseil d'administration	1 717	1 714
Montant spécial approuvé par le conseil	500	
	2 217	1 714
Produits nets (pertes nettes) de placements	(4)	5 084
	2 221	(3 370)

Pour financer les activités de fonctionnement de l'organisme, le conseil d'administration autorise annuellement un virement visant le transfert de ressources entre l'actif net affecté et l'actif net non affecté. Ce virement est déterminé selon une formule approuvée par le conseil d'administration.

5 — PRODUITS NETS (PERTE NETTE) DE PLACEMENTS

	2016	2015
	$	$
Placements évalués à la juste valeur		
Variations de la juste valeur	(1 049)	4 436
Dividendes	1 419	1 003
	370	5 439
Coûts de transaction	(374)	(355)
	(4)	5 084

6 — INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette d'éléments du fonds de roulement se détaille comme suit :

	2016	2015
	$	$
Comptes clients et autres créances	13	23
Frais payés d'avance	6	23
Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement	3	(104)
Produits d'abonnements et de commandite perçus par anticipation	(35)	21
Apports reportés		(9)
	(13)	(46)

7 — COMPTES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	2016	2015
	$	$
Comptes clients	1	46
Somme à recevoir sur la cession de placements	145	143
Taxes de vente à recevoir	62	62
Dividendes à recevoir	63	33
	271	284

8 — PLACEMENTS

	2016	2015
	$	$
Capitaux, obligations et autres placements		
Fonds d'actions canadiennes	11 347	12 338
Fonds d'actions américaines	8 726	9 098
Fonds d'actions étrangères	8 773	9 155
Fonds communs d'obligations	11 819	12 332
	40 665	42 923

9 — IMMOBILISATIONS CORPORELLES

			2016	2015
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Équipement informatique	399	390	9	10
Équipement de bureau	139	136	3	7
Immobilisations louées				
Équipement de bureau				3
	538	526	12	20

10 — ACTIF INCORPOREL

	2016	2015
	$	$
Logiciel	2	2

11 — DÉCOUVERT BANCAIRE

L'organisme dispose d'une facilité de crédit non garantie d'un montant autorisé de 470 000 $, portant intérêt au taux préférentiel plus 1 % (3,7 % ; 4 % en 2015) et renégociable en septembre 2016.

12 — COMPTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES DE FONCTIONNEMENT

	2016	2015
	$	$
Comptes fournisseurs	114	111

Il n'y a aucun montant à remettre à l'État aux 31 mars 2016 et 2015.

13 — APPORTS REPORTÉS

	2016	2015
	$	$
Fonds de la cinquième décennie		
Solde au début	45	54
Montant comptabilisé dans les résultats de l'exercice		(17)
Montant reçu durant l'exercice		8
Solde à la fin	45	45

Le Fonds de la cinquième décennie est composé d'apports affectés à des projets spécifiés par le président.

14 — INSTRUMENTS FINANCIERS

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels l'organisme est exposé sont détaillés ci-après.

Risque de crédit

L'organisme est exposé au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière. L'organisme a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont les comptes clients et autres créances, à l'exception des taxes de vente à recevoir, étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour l'organisme. De plus, les placements en fonds communs de placement exposent aussi indirectement l'organisme au risque de crédit.

Le risque de crédit relatif à l'encaisse est considéré comme négligeable puisqu'elle est détenue dans une institution financière reconnue dont la notation externe de crédit est de bonne qualité.

Risque de marché

Les instruments financiers de l'organisme l'exposent au risque de marché, plus particulièrement au risque de change, au risque de taux d'intérêt et au risque de prix autre, lesquels découlent à la fois des activités de fonctionnement, d'investissement et de financement :

- Risque de change :
  Au 31 mars 2016, l'organisme est exposé au risque de change en raison de l'encaisse en dollars américains totalisant 4 082 $ (9 100 $ au 31 mars 2015).

- Risque de taux d'intérêt :
  L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs et passifs financiers portant intérêt à taux fixe.

  L'emprunt bancaire et l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition portent intérêt à taux fixe et exposent donc l'organisme au risque de variations de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt.

  De plus, les placements en fonds communs de placement exposent aussi indirectement l'organisme au risque de taux d'intérêt.

- Risque de prix autre :
  L'organisme est exposé au risque de prix en raison des placements en fonds communs de placement, étant donné que des variations des prix du marché auraient pour effet d'entraîner des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de ces instruments.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de l'organisme est le risque qu'il éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est donc exposé au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

Valeur comptable des actifs financiers par catégories

La valeur comptable des actifs financiers de l'organisme qui sont évalués au coût après amortissement totalise 209 000 $ (141 000 $ au 31 mars 2015), tandis que celle des actifs financiers évalués à la juste valeur totalise 40 665 000 $ (42 923 000 $ au 31 mars 2015).

15 — ENGAGEMENTS

L'organisme s'est engagé, d'après des contrats de location et un contrat de services échéant jusqu'en 2022, à verser la somme de 486 000 $ pour de l'équipement, des locaux et des services. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 91 000 $ en 2017, à 93 000 $ en 2018, à 89 000 $ en 2019 et en 2020, à 88 000 $ en 2021 et à 36 000 $ pour les exercices subséquents.

1470, rue Peel, bureau 200
Montréal (Québec)
Canada H3A 1T1

T. 514 985-2461
F. 514 985-2559
irpp@irpp.org
irpp.org/fr